

AFFAIRES DE FAMILLE

Les Siegfried et les Puaux dans les réseaux réformateurs

Les monographies de personnalités réformatrices des débuts de la III^e République s'attachent à souligner la spécificité de l'homme ou de la femme étudiée : c'est la loi du genre, c'est aussi leur indispensable apport à la connaissance de la période. Mais la plupart de ces travaux laissent aussi apercevoir des phénomènes qui interrogent : le personnage en fréquente d'autres dans de nombreuses institutions et tous ces gens présentent comme un air de famille. Chacun est différent des autres et, pourtant, épouse pour partie les mêmes causes. Cette insertion des individus dans des ensembles plus vastes invite, pour mieux saisir la spécificité de chacun, non seulement à observer ses domaines d'action dans leur globalité et à ne pas laisser hors champ les domaines qu'il ou elle a délaissés, mais aussi de la comparer à d'autres acteurs. Ce sont ces maximes, utilement rappelées par Antoine Savoye¹, que je voudrais mettre en pratique ici à propos de Jules Siegfried et de Julie Puaux, son épouse². Car on ne peut limiter l'étude du monde réformateur au versant masculin de celui-ci. Françoise Battagliola a montré que les engagements philanthropiques et réformateurs sont des affaires de famille et, en outre, que l'histoire de la cause féministe ne peut être écrite de façon séparée de celle de la philanthropie³.

-
- 1 C'est la recommandation que propose Antoine Savoye dans le présent volume.
 - 2 Voir dans le présent volume la contribution de Claire Saunier-Le Foll et celle de Delphine Diaz.
 - 3 Françoise Battagliola, « Rencontres entre philanthropie et féminisme à la fin du XIX^e siècle en France », *Chronique féministe*, n° 77/79, 2002, p. 22-25 ; *id.*, « Les réseaux de parenté et la constitution de l'univers féminin de la réforme sociale, fin XIX^e-début XX^e siècle », *Annales de démographie historique*, 2006/2, p. 77-104 ; *id.*, « Philanthropes et féministes dans le monde réformateur (1890-1910) », *Travail, genre et société*, n° 22, 2009/2, p. 135-154. Que l'on regarde le présent texte comme un hommage à Françoise.

JULES ET JULIE SIEGFRIED
DANS LES RÉSEAUX RÉFORMATEURS PARISIENS

La « question sociale » avait inquiété les classes possédantes et mobilisé les classes laborieuses tout au long du XIX^e siècle. Convenons d'appeler « réformateurs » ou « réformatrices » les hommes et les femmes qui s'étaient donné pour but d'étudier et de traiter les multiples problèmes dans lesquels, au tournant du siècle suivant, cette question avait été peu à peu décomposée : pauvreté, travail, famille, hygiène, alcoolisme, prisons, épargne, habitation, formation professionnelle, chômage, la liste est longue. Depuis les grandes œuvres de bienfaisance consacrées à l'action immédiate en faveur des malheureux jusqu'aux sociétés tournées vers l'étude ou la statistique, en passant par les entreprises et congrès consacrés à un « problème » et une cause particulières, toutes ces institutions constituaient un ensemble divers mais formant réseau – ce qu'on a pu appeler la « nébuleuse réformatrice⁴ ».

Nous disposons, pour situer Jules et Julie Siegfried au sein de celle-ci et comparer leurs engagements à ceux d'autres personnalités de la période, d'un outil qui permet de construire une représentation globale du monde réformateur parisien en 1900. On a recueilli dans une base de données les listes de membres de 132 institutions qui constituaient l'essentiel de ce monde (soit quelque 19 000 personnes), seuls les dirigeants et membres actifs étant pris en compte ici⁵. Parmi ceux-ci, on en compte un gros millier qui appartenaient simultanément à plusieurs institutions, formant ainsi autant de liens entre elles. La nature de ce lien prête à discussion, bien sûr, car rien n'assure que deux personnes affiliées à une même société ou congrès ne se soient jamais fréquentées. Tout au plus peut-on dire qu'elles ont donné leur nom à l'appui d'une cause et ont accepté que cet acte soit rendu public – ce qui n'est pas rien dans des mondes bourgeois où la valeur du nom est cruciale à bien des égards⁶. Dans ce vaste ensemble de noms liés, l'analyse statistique permet de faire

4 Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999.

5 Voir en annexe 1 la liste des institutions prises en compte dans la base de données, avec les clusters qu'elles constituent et les sigles utilisés au texte.

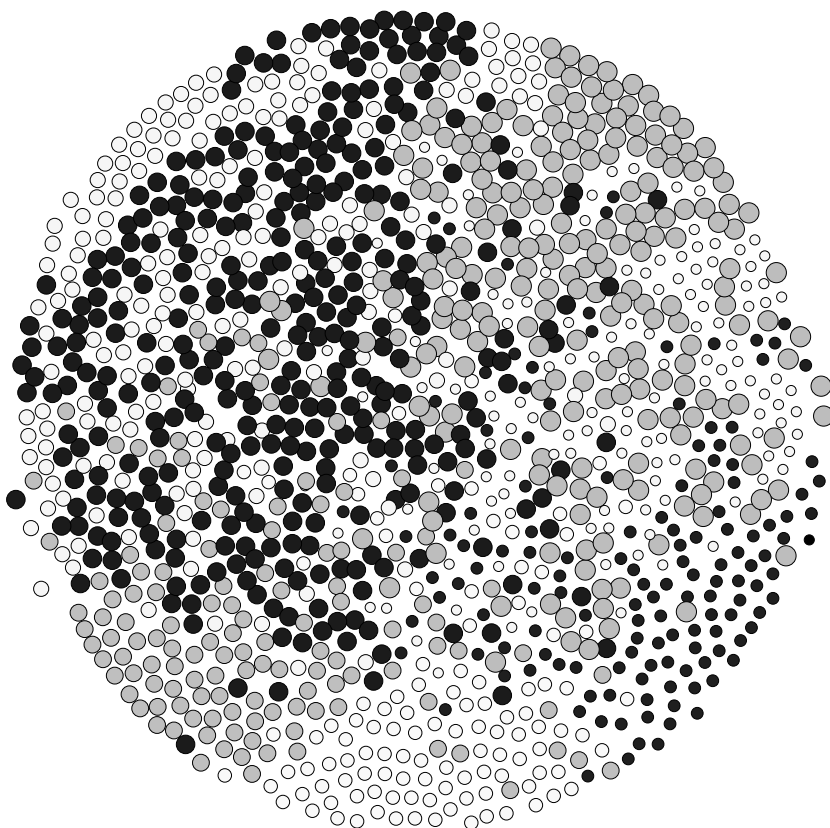
6 Pour une discussion plus complète de la nature de ces liens, cf. Christian Topalov (dir.), *Philanthropes en 1900*, Paris, Créaphis, 2019, p. 157-161.

apparaître des sous-réseaux au sein desquels les liens sont plus denses⁷ et de mettre en évidence le rôle de certaines institutions et personnes dans la cohésion globale du réseau – cohésion qui est étonnamment grande⁸. Ce sera à nous de donner à ces sous-réseaux une signification fondée sur les institutions dominantes au sein de chacun d'eux.

Si l'on représente par un graphe le réseau formé par l'ensemble des institutions réformatrices et leurs dirigeants, on obtient une figure apparemment très abstraite (fig. 1). Elle dit néanmoins beaucoup sur l'organisation du monde réformateur en régions distinctes. Chacun des points – individus et institutions mêlés – est classé dans une catégorie et situé dans l'espace en fonction de la densité des liens qui le lient aux autres. Malgré la complexité du résultat graphique, de grandes régions se distinguent et les rapports entre elles se dessinent. Certaines s'opposent polairement dans l'espace du graphe : ainsi la région de l'économie sociale s'oppose à celle des institutions féminines, principalement par le caractère quasi-exclusivement masculin des dirigeants de la première ; de même, la région de l'hygiène sociale s'oppose aux institutions catholiques, sans doute du fait du nombre des médecins solidement positivistes et laïcs parmi ses dirigeants. La région des œuvres semi-officielles se distingue par son recrutement grand-bourgeois et aristocratique. À l'inverse, deux régions sont quasiment incluses dans l'espace d'une autre plus vaste : celle des sociétés savantes dans celle de l'économie sociale, celle de l'assistance et de la réforme pénitentiaire dans celle de l'hygiène. Enfin, lorsque des régions sont mitoyennes sur le graphe, c'est que les liens entre elles sont plus fréquents qu'avec celles dont elles sont éloignées. Apparaissent ainsi deux régions très féminisées proches l'une de l'autre : celle des œuvres semi-officielles et celle des institutions féminines – la première mitoyenne de celles des institutions catholiques, du fait de la présence de familles titrées dans l'une et l'autre, la seconde mitoyenne de celle de l'hygiène, du fait de la présence de nombreux médecins dans certaines institutions de protection de la femme et de l'enfant.

7 Nous appellerons ce que le français de l'analyse de réseaux nomme « clusters », indifféremment « région », « zone », « réseau » ou « sous-réseau ». Chaque institution et chaque individu est affecté par calcul à une région et une seule (bien qu'un individu puisse être affilié à des institutions de régions différentes) ; c'est dans les populations ainsi constituées que l'on comptera la proportion de femmes, de médecins, de nobles, etc. Il faut souligner que les sous-réseaux sont strictement calculés en fonction des co-affiliations des dirigeants et membres actifs, en ignorant entièrement les causes poursuivies ou les inclinations politico-confessionnelles.

8 Sur les 132 institutions étudiées, une seule n'est liée à aucune autre par au moins un de ses dirigeants ou membres actifs.



Individus exerçant au moins une fonction dirigeante et/ou active (à l'exclusion des simples adhérents ou donateurs) dans au moins deux institutions, étrangers exclus – Institutions (132) et individus (1122) sont figurés de la même façon. On distingue seulement les sous-réseaux dans lesquels ils ont été classés par calcul de la densité des liens : économie sociale (gros cercles noirs), sociétés savantes (gros cercles blancs), hygiène sociale (gros cercles gris), assistance et réforme pénitentiaire (petits cercles blancs), institutions féminines (petits cercles noirs), grandes œuvres semi-officielles (moyens cercles blancs), institutions catholiques (moyens cercles gris) – seules les positions relatives des points peuvent avoir une signification ; qu'ils soient en haut ou en bas, à droite ou à gauche n'en a pas.

FIG. 1 – Topographie d'ensemble du monde réformateur parisien.

Source et méthode : base de données Reform-Paris.

Graphe Fuchtermann-Rheingold par Gephi.

Examinons ces régions de plus près, en centrant l'attention sur celles où s'inscrivent Jules et Julie Siegfried. Nous allons, du même coup, confronter les investissements réformateurs de l'un et de l'autre des époux à ceux de personnalités qui leur sont comparables par le nombre et la centralité de leurs affiliations⁹.

UN MONDE MASCULIN DE LA RÉFORME

La région de l'« économie sociale » est celle où Jules Siegfried concentrait ses investissements réformateurs (fig. 2). Ce réseau, fortement structuré par les jurys de l'Exposition d'économie sociale de 1900 (ES) comprend aussi le Musée social (MS), un pivot de l'*establishment* réformateur et « l'antichambre de la Chambre¹⁰ » et plusieurs congrès internationaux : tantôt héritiers de ceux de 1889 : CIHBM et assurances sociales CIAS, CIAct), tantôt inaugurant un nouveau domaine de réforme : protection légale des travailleurs (AIPLT), éducation sociale (CIESoc), mutualité (CIM), retraites (CNRV)¹¹. Les sociétés, ligues et conseils supérieurs qui portent ces mêmes causes sont aussi concentrés dans cette région, ainsi que des institutions plus anciennes créées à l'initiative du patronat industriel : encouragement à l'industrie (SEIN), protection des apprentis (SPAE), enseignement professionnel (SEM).

Émile Cheysson, inspecteur général des Ponts et homme-orchestre de la réforme, et Georges Picot, ancien magistrat et haut fonctionnaire évincé de la politique par la chute de l'Ordre moral¹², sont très présents dans ce réseau, leur fort indice d'intermédiarité tenant à ce qu'ils sont présents aussi dans quasiment tous les autres : ce sont de tels profils qui constituent des ponts entre régions du monde réformateur¹³.

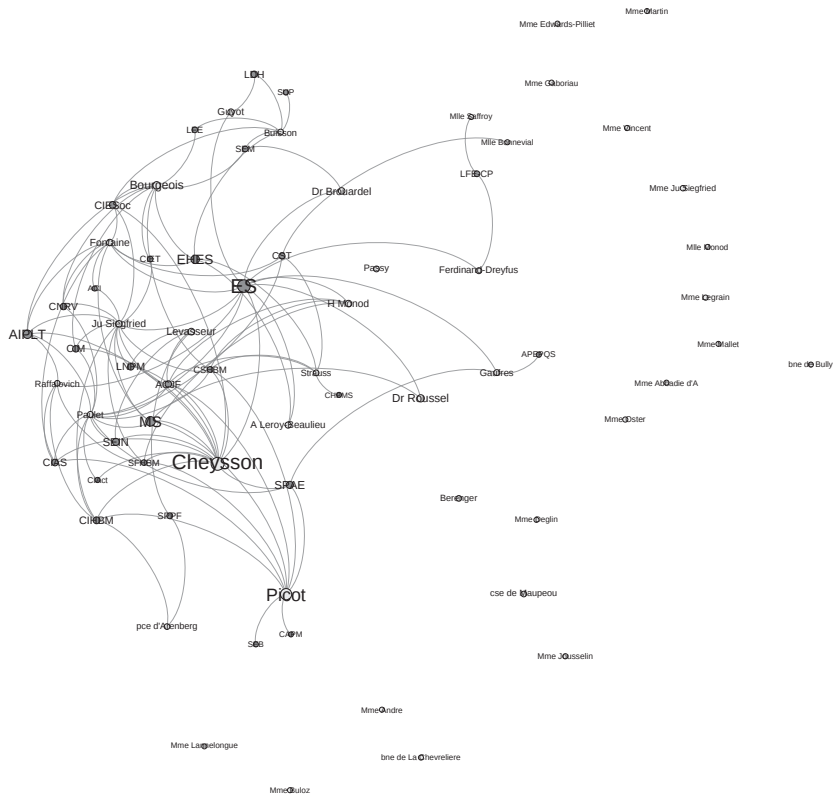
9 Nous avons retenu pour cette comparaison les vingt hommes et les vingt femmes dont la centralité d'intermédiarité (qui exprime dans quelle mesure un individu lie entre elles des institutions et individus nombreux et/ou distants dans le réseau global) est la plus élevée (voir annexe 2). Jules Siegfried est le septième dans le classement masculin, Julie Puaux la deuxième dans le classement féminin.

10 Le terme *establishment* réformateur a été proposé il y a bien longtemps par Alain Cottureau (« L'apparition de l'urbanisme comme action collective », *Sociologie du travail*, vol. 11, n° 4, 1969, p. 342-365).

11 Voir en annexe 1 la signification de ces acronymes.

12 Voir dans le présent volume la contribution de Pierre Allorant et Walter Badier.

13 On trouvera à l'annexe 2 une liste des principales personnalités classées selon leur indice d'intermédiarité. Leurs multi-affiliations et leur rôle de lien entre régions sont décrits dans la suite du texte.



Toutes les institutions appartenant au sous-réseau figurent sur le graphe, ainsi que les 20 hommes et les 20 femmes ayant l'indice d'intermédiarité le plus élevé (calculé sur l'ensemble du réseau ; classement séparé des hommes et des femmes) qu'ils soient ou non liés à une institution du sous-réseau ; la taille des cercles et des étiquettes varie avec l'indice d'intermédiarité de l'institution ou de la personne.

FIG. 2 – La région de l'économie sociale.

Source et méthode : base de données Reform-Paris.

Graphe Atlas Force 2 par Gephi.

Ce n'est pas le cas de Jules Siegfried, qui consacrait la plupart de ses engagements aux institutions de l'économie sociale avec, en outre, quelques positions dans la région de l'hygiène sociale. Il régnait sur le secteur des habitations à bon marché (HBM) : il présidait le congrès international des

HBM et le jury de la classe 106 (Habitations ouvrières) de l'Exposition de 1900, il était vice-président du Conseil supérieur et président d'honneur de la Société française des HBM. En outre, il cumulait la présidence du Musée social, des vice-présidences (Ligue contre l'alcoolisme, Congrès de l'enseignement social, Alliance d'hygiène sociale) et il siégeait dans les comités d'organisation ou de patronage de nombreux congrès internationaux (coopération, protection légale des travailleurs, retraites, alcoolisme, salubrité de l'habitation). Cette gamme d'affiliations n'est pas celle de Cheysson ou de Picot. Elle est beaucoup plus proche de celles d'Arthur Fontaine, directeur de l'Office du Travail, de Georges Paulet, directeur de la Prévoyance sociale ou d'Émile Levasseur, professeur d'économie politique au Conservatoire national des arts et métiers.

On trouve dans cette même région de l'économie sociale, mais un peu à l'écart, des institutions soit marquées comme protestantes (BCRCP, APEPQS), soit ancrées dans le monde de l'enseignement public et laïc (Ligue de l'enseignement), ainsi que la Ligue des droits de l'homme, née dans le feu de l'Affaire Dreyfus. Siegfried siégeait au bureau de la charité protestante, mais ce sont d'autres personnalités qui forment lien dans ce sous-réseau, comme Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire, Jules Gaufrès, ancien conseiller municipal républicain ou Yves Guyot, qui avait été député radical et ministre des Travaux publics.

Évoquons brièvement la région des « sociétés savantes », dont l'institution la plus structurante est la Société d'économie politique (SEP), la forte intermédiation et la variété de ses affiliés suggérant bien qu'elle n'était plus, en 1900, le bastion des seuls libéraux orthodoxes. Siegfried est présent dans ce sous-réseau par son statut de membre titulaire de la SEP. Une autre région du réseau où Jules Siegfried avait aussi quelques positions dirigeantes est celle de l'« hygiène sociale » (figure 3). Les institutions les plus structurantes en sont le congrès d'hygiène et de démographie de 1900 (CIHD) et celui contre l'alcoolisme de 1899 (CICA). On y trouve aussi les sociétés combattant l'alcoolisme (LNCA, UFA), ainsi que celles consacrées à la protection de la petite enfance (SPE, SAM, LMI) ou promotrices de la natalité française (ANAPOF, CEPD). Cinquante pour cent des dirigeants de ce sous-réseau sont des médecins hygiénistes, comme Théophile Roussel ou Paul Brouardel, tous deux professeurs à la faculté de Paris et membres de l'Académie de médecine. Mais on y trouve aussi Henri Monod, Léon Bourgeois, Paul Strauss et nombre des figures du réseau de l'économie

sociale, dont Jules Siegfried : occupant des postes de vice-président ou de membre du comité d'organisation lors des congrès, il donna son patronage à la lutte contre l'alcoolisme (CICA de 1899, LNCA), à l'assainissement des habitations (CIASH de 1904) et à l'hygiène sociale lorsque ce domaine s'organisa de façon autonome en 1904 (AHS).

On ne fera que mentionner une région du monde réformatrice masculine dont Siegfried est absent : celle que structurent la réforme de l'assistance publique et la réforme pénitentiaire, qui fut la première matrice de la nébuleuse réformatrice. Les figures principales qui illustrent cette région sont Cheysson, Picot, Bourgeois, Roussel et, bien entendu, Henri Monod.

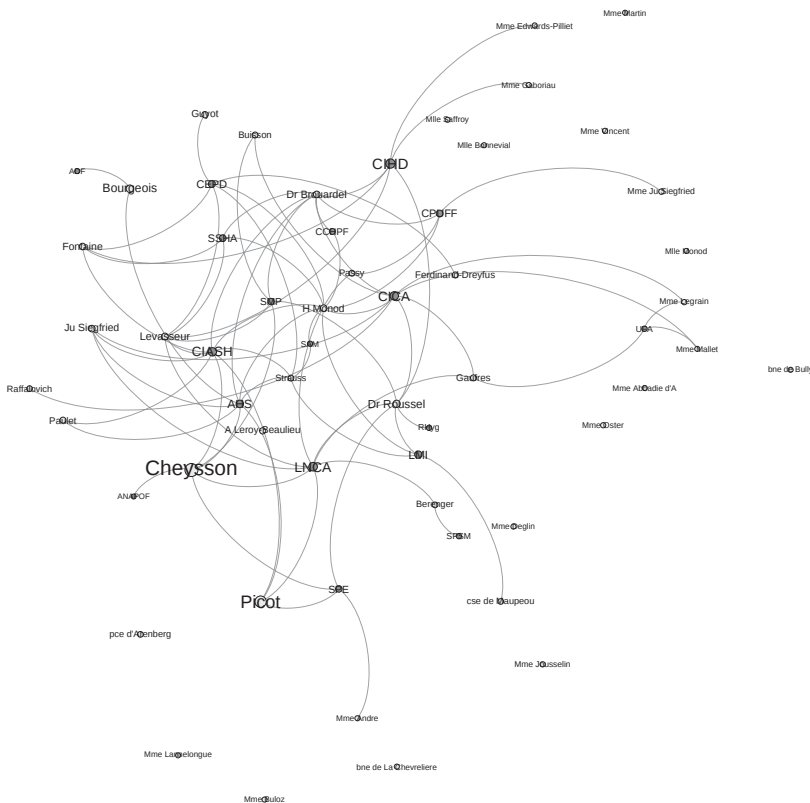


FIG. 3 – La région de l'hygiène sociale.
Source et méthode : voir fig. 2.

UN MONDE FÉMININ DE LA RÉFORME

Deux régions se distinguent nettement des précédentes par la présence de femmes parmi leurs dirigeants : quasiment absentes des régions que l'on vient d'évoquer, elles constituent 59 % des dirigeants et membres actifs du réseau des « institutions féminines » et 64 % de ceux du réseau des « œuvres semi-officielles ».

C'est dans la région des institutions féminines que se situait la quasi-totalité des investissements de Julie Puaux (fig. 4). Ce réseau, qui comprend une proportion non négligeable de femmes célibataires (16 %, soit un petit tiers des femmes de cette région) et de personnes affichées comme protestantes (6 %, plus du double de la moyenne), regroupe une grande variété de nuances de l'activisme féminin, notamment avec les deux congrès qui se tinrent en 1900 dans la continuité de ceux de 1889 : le Congrès international des œuvres et institutions féminines (COIF) et le Congrès international de la condition et des droits des femmes (CICDF), le premier organisé sous l'égide du gouvernement et acceptant une législation protectrice spécifique aux femmes, le second s'opposant à celle-ci et revendiquant le suffrage féminin. Françoise Battagliola a montré que l'opposition entre ces courants s'était beaucoup estompée en 1900, de nombreuses femmes participant aux deux congrès et œuvrant ensemble en faveur des mêmes causes, en particulier contre la prostitution (FAI-BF, ARTB, CIRTB, UIAJF) ou pour le patronage des anciennes détenues (PDL, OLSL)¹⁴.

En dépit du caractère fédérateur du COIF, on observe deux pôles distincts, ceux que l'historiographie du féminisme distingue traditionnellement. L'un penchait vers les activités philanthropiques. Il gravite autour de la Conférence de Versailles (CdV) et du Conseil national des femmes françaises (CNFF) qui résulta, l'année suivante, du congrès de 1900. Il inclut aussi une série d'œuvres de protection des mères (SAM), des prisonnières (PDL), des jeunes filles contre la prostitution (CIRTB 1899, ARTB, UIAJF), ainsi que l'Œuvre de la Chaussée du Maine (OCM), de matrice protestante. C'est dans ce pôle que l'on trouve Julie Siegfried, qui fut présidente de l'OCM, vice-présidente du CNFF et membre de plusieurs comités de patronage – aux côtés de Mlle Sarah Monod, de Mme Henri Mallet ou de Mme Abbadie d'Arrast. L'autre pôle gravite autour du Congrès international de

14 Françoise Battagliola, « Rencontres entre philanthropie et féminisme à la fin du XIX^e siècle en France », art. cité.

la condition et des droits des femmes (CICDF) qui donna naissance, en 1901, à l'Union fraternelle des femmes (UFF). C'est dans cette zone que l'on trouve les figures généralement associées aux débuts de la revendication féministe : Mme Eliska Vincent, Mlle Marie Bonneviel, Mme Maria Martin, Mme Blanche Edwards-Pillet, Mme Helina A. Gaboriau, ces deux dernières étant, chose rarissime, docteures en médecine. Le Congrès universel de la paix (CUPaix) qui s'est tenu à Paris en 1900 se trouve classé dans ce même sous-réseau, la commission d'organisation, le comité de patronage et les délégués comprenant de nombreuses femmes engagées plutôt du côté des droits des femmes que de celui des œuvres féminines.



FIG. 4 – La région des institutions féminines.
Source et méthode : voir fig. 2.

L'autre région fortement féminisée, mitoyenne à la fois de celle des institutions féminines et de celle des institutions catholiques, est marquée par les grandes œuvres semi-officielles, souvent d'origine ancienne, qui avaient dominé la bienfaisance sous tous les régimes au long du XIX^e siècle (figure 5). La plus structurante est la Société philanthropique (SPhil), mais on y trouve aussi la Société de charité maternelle (SCM) et ses annexes, la Société des mères de famille (SMF) et la Société des berceaux (SdB), ainsi que la Société de secours aux blessés militaires (SSBM), la plus ancienne des sociétés de Croix-Rouge. Ces institutions étaient largement investies par les grandes dames de la noblesse et de la bourgeoisie titrée : 64 % des dirigeants et membres actifs de ce groupe sont des femmes (toutes mariées) et 39 % affichent un titre nobiliaire (ancien ou récent). Il s'agit d'œuvres « neutres » du point de vue confessionnel, d'où la présence à la fois de dirigeants affichés comme catholiques (16 %, le double de la moyenne) et comme israélites (15 %, plus de six fois la moyenne). Sont classées dans cette région quelques œuvres explicitement catholiques, mais aussi le Comité de bienfaisance israélite, ou encore l'Office central des œuvres de bienfaisance (1890), promoteur en France de la charité scientifique à l'anglaise et du « compromis charitable » entre catholiques ralliés et gouvernement républicain.

Jules comme Julie Siegfried restèrent à l'écart de cette région, bien que quelques personnages centraux du monde réformateur y eussent des fonctions dirigeantes – comme le prince d'Arenberg, président de la Société philanthropique, député légitimiste et pilier du groupe colonial à la Chambre, administrateur de grandes affaires, du Paris-Orléans à la Compagnie de Suez et, là encore, Cheysson et Picot¹⁵.

15 Contentons-nous de mentionner une dernière région, celle des « institutions catholiques », caractérisée par l'affichage confessionnel de ses dirigeants (55 %), qui comprend des œuvres explicitement catholiques et des œuvres « neutres » liées à celles-ci par leurs dirigeants.

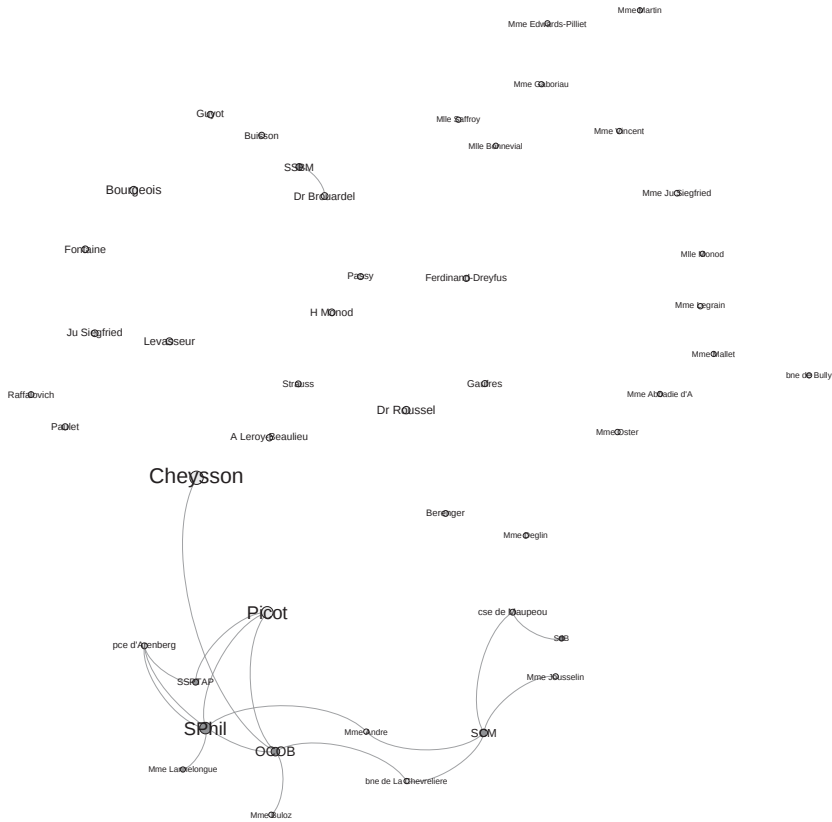


FIG. 5 – La région des grandes œuvres semi-officielles.
Source et méthode : voir fig. 2.

PROFILS COMPARÉS

Concluons sur ce qui faisait la spécificité des engagements de Jules et de Julie Siegfried.

Jules Siegfried occupait des positions de grand notable : président, vice-président, membre du comité de direction ou d'organisation. En cela, il ressemblait à Cheysson, Picot, Bourgeois ou, même, Arenberg : ce que ces hommes offraient aux causes qu'ils épousaient, c'était leur patronage. Siegfried différait profondément en cela de Fontaine ou Paulet, dont les fonctions dans les institutions étaient plus modestes et pratiques.

Toutefois, contrairement à Cheysson ou Picot – qui siégeaient à ses côtés dans les institutions des HBM – Siegfried limitait ses investissements à la sphère de l'économie sociale et, en mineur, à celle de l'hygiène sociale. En revanche, il se tenait à l'écart de causes qui avaient été structurantes pour le monde réformateur des années de la République opportuniste (1880-1899) : la réforme pénitentiaire et celle de l'assistance. Il se tenait aussi à l'écart des œuvres grandes-bourgeoises quasiment officielles qui avaient dominé le XIX^e siècle – ce qui l'éloignait des choix des banquiers protestants. Il était absent, on s'en doute, des institutions de matrice catholique où étaient engagés les Picot et Arenberg, sans qu'il rallie pour autant les sociétés fortement marquées dans le camp laïque ou dreyfusiste où l'on trouve Bourgeois, Guyot ou Ferdinand-Dreyfus. La cause des habitations ouvrières le réunissait à des personnalités d'inclinaison très diverses : du municipaliste Strauss au légitimiste Arenberg, en passant par toutes les nuances de l'engagement républicain. Siegfried se consacrait à des questions d'émergence récente – on pourrait dire « modernes » – qui recoupaient les préoccupations des industriels et lui permettaient de nourrir une figure de législateur social.

Julie Siegfried comptait, elle aussi, parmi le petit nombre de femmes qui exerçaient des fonctions de patronage : ainsi, au Congrès des œuvres et institutions féminines, elle était membre du comité d'initiative (aux côtés de Sarah Monod, qui le présidait, et de Mme Henri Mallet) et vice-présidente du comité d'organisation (où l'on trouve en outre la comtesse de Maupeou). Mme Siegfried était présidente de l'Œuvre de la chaussée du Maine et fut en 1902 vice-présidente du Conseil national des femmes françaises ; de la même façon, Sarah Monod avait présidé la Conférence de Versailles de 1899 et devait présider le CNFF ; Mme de Maupeou, dans une autre région, était présidente de la Société des berceaux et dame protectrice de la Société de charité maternelle. Grandes bourgeoises toutes les trois, leur rôle social était de donner leur protection aux causes qu'elles avaient choisies. La plupart des autres personnalités féminines saillantes par leur indice d'intermédiation avaient un autre profil : plus modeste socialement, elles fournissaient des vice-présidentes dans les institutions fortement féminisées (notamment l'ARTB et le CICDF) et, surtout, des secrétaires, secrétaires générales ou trésorrières dans les œuvres, sociétés et congrès ouverts aux femmes.

DEUX FAMILLES DANS LES RÉSEAUX RÉFORMATEURS PARISIENS

Jules Siegfried n'était pas seul dans ses investissements réformateurs. Tout son foyer et tout son lignage étaient concernés, même si les individus qui les composaient n'avaient ni les mêmes appétences, ni les mêmes raisons d'agir.

L'engagement des épouses des notables du monde réformateur dans des activités analogues à celles de leur époux n'était pourtant pas la règle¹⁶. Parmi les vingt figures masculines retenues ici, il y en a seulement deux autres dont la conjointe avait un rôle dirigeant dans une institution de notre base de données : Picot et Ferdinand-Dreyfus. Il apparaît donc que les principaux dirigeants masculins du monde parisien de la réforme ne partageaient pas leur activité réformatrice avec leurs épouses¹⁷ et que le cas du couple Siegfried présente un caractère exceptionnel.

La présence des époux des personnalités réformatrices féminines les plus saillantes est un peu moins rare : cinq cas sur dix-sept femmes mariées. Parfois les épouses étaient engagées aux côtés de leur mari dans les organes de direction des mêmes institutions (Mme Édouard André, Mme Henri Déglin, Mme Maurice Legrain), mais elles s'occupaient aussi, en propre, d'autres œuvres. Parfois, les investissements féminins s'écartaient entièrement de ceux des époux (Mme Odilon Lannelongue, Mme Jules Siegfried). Il apparaît donc qu'une très forte majorité des principales dirigeantes féminines du monde parisien de la réforme exerçaient des activités dont leurs époux étaient absents – sans parler des célibataires. Il faut toutefois élargir l'enquête, au-delà des conjoints à l'ensemble de la parentèle. Nous allons donc observer comment se sont insérées dans le monde réformateur parisien les fratries de Jules Siegfried et de Julie Puaux, sur les deux générations concernées par notre point d'observation, l'année 1900¹⁸.

16 On prend en compte dans cette section toutes les affiliations recensées dans Reform-Paris et pas seulement les fonctions dirigeantes ou actives ; rappelons qu'il s'agit d'une observation instantanée (vers l'année 1900) qui ne décrit pas les carrières réformatrices dans leur ensemble.

17 Nous ignorons les activités de celles-ci dans la sphère de la bienfaisance et des relations privées (salons).

18 Voir en annexe 3 et 4 le tableau des deux parentèles.

DEUX FRATRIES,
DES BOURGEOISIES DISSEMBLABLES

La fratrie de Jules Siegfried (deux sœurs, trois frères) et celle de Julie Puaux (trois sœurs, deux frères), toutes deux largement présentes dans le monde réformateur parisien, s'inscrivaient dans des bourgeoisies très dissemblables : les grandes affaires pour les Siegfried, le clergé de l'Église réformée pour les Puaux.

Jules Siegfried, quelques années après son installation au Havre, avait fait le choix d'une carrière politique, il n'en a pas été de même pour ses frères. Jacques, le puiné, après s'être consacré à l'affaire familiale de négoce de coton, a élargi son activité après 1870 aux affaires coloniales (Compagnie algérienne, Compagnie des chemins de fer Bône-Guelma) et industrielles (Compagnie Fives-Lille, Union des sociétés d'électricité). Ernest, le cadet, faisait principalement du commerce de riz, d'ivoire et de caoutchouc avec les nouvelles colonies : Indochine (Rizeries françaises) et Congo (Compagnie française coloniale et industrielle, Compagnie coloniale du Haut-Oubangui, la Kotto, Compagnie de navigation et transports Congo-Oubangui)¹⁹.

Il ne faut toutefois pas regarder les activités des trois frères comme étanches. Jules tenait sa fortune des activités commerciales des entreprises familiales – négoce, filatures, activités coloniales – et était à la Chambre, en même temps que l'apôtre des HBM, un ténor du parti colonial (aux côtés du philanthrope et député légitimiste Arenberg)²⁰.

Les alliances des deux frères de Jules furent choisies dans les milieux commerciaux : Thérèse Nègre, épouse de Jacques, était fille d'un négociant de Montpellier ; Émilie Schlumberger, épouse d'Ernest, fille d'un important industriel du textile mulhousien. Les filles de la fratrie se marièrent dans des milieux analogues : Louisa, tôt dans le siècle, avec un fabricant de mousseline de Mulhouse ; Marie avec un militaire de l'armée piémontaise qui, après l'unité italienne, fonda la *Società per l'esplorazione commerciale dell'Africa*. On peut noter que parentèles et affaires se réorganisèrent à peu près au même moment : tous les mariages de la fratrie – sauf celui de Louisa, bien antérieur – eurent lieu entre 1869 et 1872.

19 Voir dans le présent volume la contribution de Claude Malon et celle de Matthieu de Oliveira.

20 Voir Claude Malon, *Le Havre colonial de 1880 à 1960*, Mont-Saint-Aignan, PURH, 2006, chap. 6 et 7 ; et sa contribution dans le présent volume.

La fratrie Puaux s'inscrivait dans une tradition de grands ministres de l'Église réformée. Elle était issue d'un pasteur d'origine ardéchoise, François Puaux, longtemps ministre en Seine-Inférieure, qui finit ses jours à Paris en 1895. Son fils aîné Frank, pasteur lui aussi, poursuivit la tradition sur le versant intellectuel en dirigeant d'importantes revues de théologie et d'histoire du protestantisme. Sa sœur aînée, Louise, épousa Auguste Decoppet qui ne descendait pas d'une lignée de pasteurs, mais exerça le ministère à Alès, puis à l'Oratoire du Louvre. Comme son beau-frère Frank, il fut un auteur prolifique, tandis que son épouse Louise publiait plusieurs romans religieux pour enfants. Avec les deux derniers de la fratrie Puaux, cependant, les trajectoires sociales bifurquèrent. Julie épousa donc Jules Siegfried, alors prospère négociant international en coton²¹. Adolphe, le fils cadet, devint administrateur de sociétés. Le pasteur Frank Puaux, épousait au Havre presque au même moment, la fille d'un armateur. Grands ministres du culte et hommes d'affaires coexistaient donc dans la famille.

Les résidences parisiennes des membres de ces deux parentèles sont très caractéristiques des types de bourgeoisie auxquels ils se rattachaient (fig. 6). Du côté Siegfried, on parcourt les trois zones successives de la résidence grande bourgeoise du XIX^e siècle. Depuis son installation à Paris en 1886, Jules était domicilié 226 boulevard Saint-Germain, sur l'axe haussmannien qui venait d'être percé dans l'ancien faubourg aristocratique – à proximité de son cœur catholique (la paroisse Saint Thomas d'Aquin), mais aussi du futur Musée social et de la Chambre des députés. Son frère Jacques, l'homme d'affaires, en revanche, avait élu domicile rive droite, 20 rue des Capucines, entre place Vendôme et Faubourg Saint-Honoré, dans ce qui fut, si l'on en croit Proust, le quartier d'élection de la fraction de la noblesse qui avait su ouvrir la page des temps nouveaux (Oriane, duchesse de Guermantes); son gendre, le comte de Lesterps-Beauvais, époux de la jeune Florence Siegfried, n'était pas loin, 9 rue Portalis dans le VIII^e, juste derrière l'église Saint-Augustin, point de ralliement de la haute bourgeoisie de la fête impériale. Enfin, Jules fils s'était installé 41 rue Saint-Ferdinand dans le XVII^e, non loin de Swann et Odette, à proximité de la porte Maillot, quartier à la mode de la Belle Époque.

Le Paris des Puaux est un tout autre monde. Auguste Decoppet était logé d'office à l'Oratoire du Louvre. Frank et Adolphe, le pasteur et l'homme d'affaires, habitaient l'un près de l'autre 11 avenue de l'Observatoire et

21 Voir dans le présent volume la contribution de Jean-François Klein.

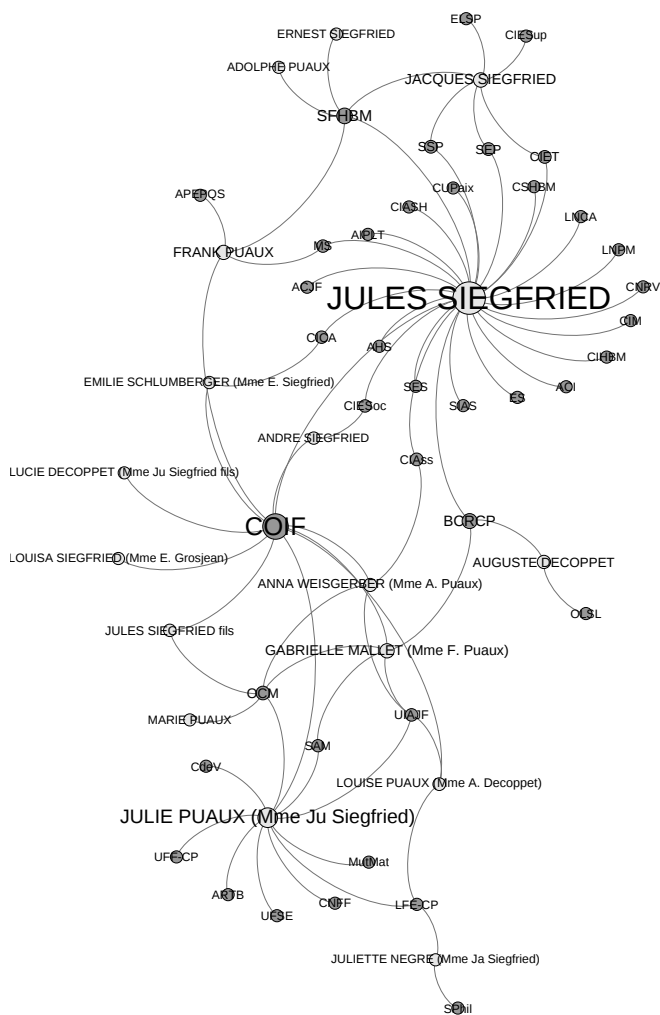
88 boulevard Saint-Michel, dans le V^e arrondissement à proximité du Luxembourg, à la limite sud du quartier des Écoles, qui fut aussi celui du médecin Robert Proust, frère cadet du narrateur – adresses bien modestes, caractéristiques des professeurs et autres hommes de savoir.



FIG. 6 – Les résidences parisiennes des fratries Siegfried et Puaux.
Sources : sources de Reform-Paris et *Adresses mondaines 1903*, s.l. [Paris], s.d. [1903].

DES FAMILLES MULTI-AFFILIÉES DANS DEUX RÉSEAUX DISTINCTS, MAIS CONNECTÉS

Si l'on représente par un graphe (fig. 7) les membres des deux fratries que l'on trouve dans notre base de données, en prenant en compte cette fois toutes les formes d'affiliation (y compris celle de simple adhérent ou donateur), la topographie des affiliations s'organise nettement en deux ensembles : le monde réformateur de Jules Siegfried et ses frères, d'une part, celui qui pivote autour de Julie d'autre part. Bien que connectés, ils sont distincts.



La signification des étiquettes d'institution est donnée à l'annexe 1 – Cercles gris : institutions ; cercles blancs : personnes – La taille des cercles et des étiquettes varie avec l'indice d'intermédiarité – Toutes les affiliations sont prises en compte, quel que soit le type de fonction exercé. Les observations concernent seulement l'année 1900 ou les années proches.

FIG. 7 – Le réseau des affiliations réformatrices des lignages Siegfried et Puaux.
Source : base de données Reform-Paris. Graphe Atlas Force 2 par Gephi.

Jules était un grand notable dans les réseaux des HBM et de l'économie sociale, exclusivement masculins et proches du pouvoir politique. Ses deux frères, hommes de commerce et d'industrie, assuraient une présence minimale à ses côtés. Jacques et Ernest, comme d'autres hommes d'affaires – notamment Adolphe Puaux –, étaient membres de la Société des HBM. Mais Jacques avait une surface plus large : il était aussi à la Société d'économie politique, où il déployait ses arguments en faveur du libre-échange, et à la Société de statistique de Paris. Il siégeait au conseil d'administration de l'École libre des sciences politiques qu'il avait contribué à fonder. Dans la continuité de son action à Mulhouse, au Havre et à Rouen en faveur de l'enseignement professionnel, il participait au comité d'organisation du Congrès international de l'enseignement technique, commercial et industriel de 1900²².

Julie Puaux était au centre d'un réseau distinct de celui de son mari, réseau au sein ou à la périphérie duquel gravitaient sa fratrie et ses propres fils. Trois institutions structuraient ce réseau. Deux d'entre elles mobilisaient toutes les femmes de la fratrie Puaux. L'Œuvre de la chaussée du Maine, constituait un des principaux lieux de la bienfaisance féminine d'inspiration protestante. Julie Puaux en était présidente, l'une de ses belles-sœurs Gabrielle Mallet (épouse de Frank) secrétaire, et l'autre Anna Wiesgerber (épouse d'Adolphe) membre du conseil d'administration, tandis que la fille d'Anna, Marie Puaux, était dame patronnesse²³. L'Union internationale des amies de la jeune fille, elle aussi de matrice protestante, avait pour objet de protéger les filles des dangers de la prostitution. Julie Puaux était présidente du comité rive gauche de sa section parisienne, comité dont étaient membres, outre Gabrielle Mallet et Anna Wiesgerber, la sœur aînée de la fratrie Puaux, Louise, épouse du pasteur Decoppet.

Certains membres des deux parentèles se retrouvaient dans d'autres institutions. Trois femmes, Julie Puaux, Louise Puaux (Mme A. Decoppet) et Juliette Nègre (Mme Jacques Siegfried) appartenaient au comité des dames de la Ligue française de l'enseignement – ce qui constituait

22 Il avait suscité la création de plusieurs écoles de commerce à Mulhouse jadis, puis à Rouen et au Havre. Cf. Philippe Maffre, « Jacques Siegfried, patron de l'enseignement commercial supérieur », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 35/4, 1988, p. 594-613 et la contribution dans le présent volume de Stéphane Lembré.

23 Dans le sillage de sa mère, Jules Siegfried fils (30 ans et marié) était membre du conseil d'administration de l'œuvre.

une prise de position en faveur de la conquête républicaine de l'école – alors que les hommes de ces parentèles se tenaient à l'écart d'un tel engagement. Mais l'institution qui réunissait le plus grand nombre de membres des deux familles était le Congrès international des œuvres et institutions féminines de 1900. Comme l'a établi Françoise Battagliola, dames d'œuvres et porteuses de revendications féministes étaient inséparables dans ce congrès²⁴. Il fédérait non seulement des organisations féminines de toutes tendances (les catholiques restant toutefois à l'écart), mais aussi des adhérents masculins en grand nombre issus d'un vaste éventail de sociétés réformatrices.

Les deux fratries Siegfried et Puaux étaient inégalement mobilisées par ce congrès, mais selon un modèle semblable : les sœurs et les épouses des frères s'engageaient toutes, les hommes plus rarement. Ainsi, du côté des Puaux, Julie était vice-présidente de la commission d'organisation et Gabrielle Mallet, épouse de Frank, était membre de celle-ci. Dans le reste de la fratrie, on était membre du congrès, soit directement (Louise et Frank), soit par l'intermédiaire de la conjointe (Anna, épouse d'Adolphe). Du côté des Siegfried, le ralliement était moins unanime – le ménage de Jacques se tenait à l'écart –, mais néanmoins significatif : étaient membres du congrès Louisa, Jules et Émilie (épouse d'Ernest). Les enfants du couple Jules-Julie adhéraient, eux aussi, au congrès : Jules fils et son épouse Lucie, ainsi que le jeune André. On peut considérer comme significative l'absence de Jacques et Ernest Siegfried, et d'Adolphe Puaux, tous trois dans les affaires. Le COIF de 1900 a donc été le pôle autour duquel s'est organisé le réseau qui réunissait trois éléments : la partie féminine des deux fratries, les hommes qui ne se consacraient pas aux affaires et la jeune génération qui atteignait l'âge de l'entrée en réforme.

Dans les deux parentèles, certains mettaient pied dans des régions du monde réformateur qu'ignoraient les autres. Liées au réseau des œuvres féminines, il y avait les œuvres proprement confessionnelles : l'Association protestante pour l'étude pratique des questions sociales, dont Frank Puaux était vice-président, et le Bureau central de renseignements pour la charité protestante auquel souscrivaient les deux pasteurs Auguste Decoppet et Frank Puaux, mais aussi Jules Siegfried. Auguste

24 Françoise Battagliola, « Philanthropes et féministes dans le monde réformateur (1890-1910) », art. cité.

était membre de l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare, autre œuvre principalement féminine²⁵. Jules était membre de la Société d'économie sociale (SES), œuvre neutre pourtant située dans la région catholique du réseau global, où il retrouvait nombre des ses partenaires de la zone de l'économie sociale. Julie était membre active de l'Association pour la répression de la traite des blanches et adhérait aussi à la Société de l'allaitement maternel – deux affiliations qui l'inscrivaient dans des réseaux plus lointains de ses bases, ceux de la réforme pénitentiaire et de l'hygiène publique. L'épouse d'Ernest Siegfried avait adhéré (avec Jules, son beau-frère) au congrès de 1899 contre l'alcoolisme. C'est sans doute l'épouse de Jacques qui se singularisait le plus : membre, comme on l'a vu, de la Ligue de l'enseignement, elle siégeait aussi au comité des dames patronnesses de la Société philanthropique. Par cette dernière affiliation, elle se rapprochait des femmes de la haute bourgeoisie titrée dont le rôle était crucial pour lier noblesse catholique et grandes affaires – comme la comtesse de Maupeou (née Koechlin), par ailleurs membre du comité d'organisation du COIF. Cet investissement de Mme Jacques Siegfried n'est pas sans rapport avec d'autres indices de l'effort de notabilisation mondaine de l'homme d'affaires prospère qu'était son mari : côté lettré, il avait publié un récit de son « voyage autour du monde » (1869) et un écrit d'économie politique (1900), et il a été membre du Congrès international de l'enseignement supérieur de 1900 ; côté mondain, il avait acheté le château de Langeais dans le Val-de-Loire (1886) – qu'il a légué ensuite à l'Institut – et il a marié (1895) sa fille aînée Florence à un comte de Lesterps-Beauvais, officier de cavalerie.

À partir de cette configuration particulière concernant deux parentèles, il est tentant de proposer un modèle – qu'il faudrait pouvoir comparer à d'autres cas, ce qui n'est pas aisé car il est rare d'observer un aussi grand nombre d'affiliations réformatrices chez autant de personnes alliées.

Le grand notable réformateur définit la constellation de ses investissements et constitue son propre monde, au carrefour de la réforme et de la politique. Jules Siegfried, on l'a vu, s'en tient à la région du monde réformateur parisien qui est solidement républicaine tout en constituant un espace de rencontre entre des hommes de diverses inclinations

25 Voir Alix Heiniger, « Entre initiative privée et utilité publique, l'engagement de l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare (1870-1914) », *Le Mouvement Social*, n° 275, 2021/2, p. 31-50.

politico-confessionnelles. Il y promouvait des causes susceptibles de procurer une notabilité politique à toute épreuve. Dans sa parentèle et la parentèle alliée, il y a des frères ou des beaux-frères qui sont dans les affaires : ces hommes restent à distance, mais choisissent néanmoins quelques affiliations dans des secteurs – tous exclusivement masculins – où l'on trouve de nombreux autres patrons (économie sociale, économie politique). Dans les mêmes parentèles, il y a aussi des femmes : épouse, sœurs, belles-sœurs, filles et nièces ; dans le cas des Siegfried et des Puaux, quasiment toutes s'investissent dans des œuvres et institutions féminines et dans des causes concernant la femme, la jeune fille, l'enfant. Le versant des organisations féminines choisies est celui des « œuvres » plutôt que celui des « droits » tandis que, globalement, les œuvres traditionnelles de la philanthropie féminine du réseau grand-bourgeois quasi-officiel sont délaissées. On pourrait avancer que le même type d'investissement s'observe chez des hommes qui présentent des caractéristiques qui les classent du côté féminin : jeunes fils qui ne sont pas encore vraiment entrés dans la vie et beaux-frères qui ne sont pas dans les affaires, mais exercent des professions intellectuelles (ici, celle de pasteur). Enfin, comme chaque grande famille engendrait un réseau féminin, on observe que ces diverses familles se connectaient dans des œuvres par les femmes, démultipliant l'impact des investissements directs²⁶.

Si l'engagement réformateur est bien une affaire de famille, il est aussi réglé par une distribution des rôles, elle-même organisée par la différence des genres et l'ordre des naissances dans la partie masculine de la fratrie – lequel assigne aux aînés et aux cadets des vocations dont la dominante est différente : affaires, politique, savoir.

Christian TOPALOV
Directeur d'études émérite
de l'EHESS

26 Comme Françoise Battagliola l'a montré pour trois familles de la grande bourgeoisie protestante (« Les réseaux de parenté et la constitution de l'univers féminin de la réforme sociale, fin XIX^e-début XX^e siècle », art. cité).

ANNEXE I
Liste des institutions
de la base de données Reform-Paris-1900

Région ou étiquette	Nom de l'institution et année de l'observation	Année de création	Indice de degré	Indice d'intermédiation
Économie sociale				
ES	Exposition universelle internationale de 1900. Groupe XVI	1889	108	601
MS	Musée social 1898	1894	82	362
AIPLT	Congrès international pour la protection légale des travailleurs 1900	1900	64	279
EHES	École des hautes études sociales 1901	1900	65	278
SPAE	Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures 1900	1866	44	176
SEIN	Société d'encouragement pour l'industrie nationale 1900	1801	45	168
CIHBM	Congrès international des habitations à bon marché 1900	1889	44	147
CIESoc	Congrès international de l'éducation sociale 1900	1900	40	147
CIAS	Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales 5 ^e session 1900	1889	41	133
LNPM	Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité 1900	1890	42	127
LDH	Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen 1901	1898	31	124
CIM	Premier Congrès international de la mutualité 1900	1900	42	121
ACJF	Association des cités-jardins de France 1903	1903	31	120
CNRV	Premier Congrès national des retraites pour la vieillesse 1901	1901	42	119
CST	Conseil supérieur du travail 1900	1891	36	99

SPPF	Société pour la protection des paysages de France 1901	1901	27	74
CSHBM	Conseil supérieur des habitations à bon marché 1901	1895	31	73
LFE-CP	Cercle parisien de la Ligue française de l'enseignement 1900	1868	26	67
CIET	Congrès international de l'enseignement technique commercial et industriel 1900	1886	27	59
LFE	Ligue française de l'enseignement 1900	1866	24	59
SEM	Société d'enseignement moderne pour le développement de l'instruction des adultes 1900	1884	20	58
SFHBM	Société française des habitations à bon marché 1900	1890	25	58
SEPN	Société d'économie politique nationale 1900	1898	27	41
SUP	Société des universités populaires 1900	1900	17	27
APEPQS	Association protestante pour l'étude pratique des questions sociales. 9 ^e assemblée 1900	1887	15	27
CIAct	Troisième Congrès international d'actuares 1900	1895	15	24
SEB	Société d'encouragement au Bien 1895	1862	9	15
ACI	Quatrième congrès de l'Alliance coopérative internationale 1900	1894	21	14
LSA	Ligue sociale d'acheteurs 1905	1902	11	13
CIESS	Congrès international de l'enseignement des sciences sociales 1900	1900	14	9
BCRCP	Bureau central de renseignements pour la charité protestante 1900		4	8
CAPM	Colonie agricole et pénitentiaire de Mettray 1900	1839	4	4
CHBMS	Comité des habitations à bon marché du Département de la Seine 1900	1896	8	4

USGF	Union des sociétés de gymnastique de France 1900	1873	2	1
CCS	Congrès national et international de la coopération socialiste 1900	1900	1	0
Sociétés savantes				
SEP	Société d'économie politique 1900	1842	140	768
CIESup	Troisième Congrès international d'enseignement supérieur 1900	1889	67	290
SSP	Société de statistique de Paris 1900	1860	72	204
ELSP	École libre des sciences politiques 1900	1871	51	187
AFAS	Association française pour l'avancement des sciences 1900	1872	49	183
CSS	Conseil supérieur de statistique 1897-1900	1885	52	172
SLC	Société de législation comparée 1900	1869	33	86
CTHS	Comité des travaux historiques et scientifiques 1900	1834	31	83
CSIP	Conseil supérieur de l'instruction publique 1900	1850	32	82
SV	Société des visiteurs 1900	1896	21	72
ASMP	Académie des sciences morales et politiques 1900	1832	28	64
SAnt	Société d'anthropologie 1900	1859	21	55
SGeoP	Société de géographie de Paris 1900	1821	19	47
IISta	7 ^e session de l'Institut international de statistique 1899	1887	18	22
IISoc	Institut international de sociologie 1900	1894	4	1
UCF	Union coloniale française 1898	1893	5	0
SAJO	Société d'apprentissage des jeunes orphelins 1900	1822	1	0
Hygiène sociale				
CIHD	X ^e Congrès international d'hygiène et de démographie 1900	1876	78	334
LNCA	Ligue nationale contre l'alcoolisme 1900	1872	54	285

CICA	VII ^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques 1899	1885	59	270
CIASH	Premier Congrès international d'assainissement et de salubrité de l'habitation 1904	1904	62	265
AHS	Alliance d'hygiène sociale 1904	1904	48	197
LMI	Ligue contre la mortalité infantile 1902	1902	45	188
CEPD	Commission extra-parlementaire dépopulation 1902	1902	51	152
UFF-CP	Comité de Paris de l'Union des femmes de France 1899	1881	35	141
SSHA	Société scientifique d'hygiène alimentaire 1904	1904	49	140
SPE	Société protectrice de l'enfance 1900	1865	24	124
SMP	Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle 1900	1877	40	107
CCHPF	Comité consultatif d'hygiène publique de France 1900	1848	41	82
UEA	Union française antialcoolique 1900	1895	25	37
SPSM	Société française de prophylaxie sanitaire et morale 1901	1901	20	33
RHyg	Revue d'hygiène et de police sanitaire 1900	1879	21	31
SAM	Société de l'allaitement maternel 1902	1876	16	28
SAT	Société contre l'abus du tabac 1900	1868	12	21
SPA	Société protectrice des animaux 1900	1845	10	18
ADF	Association des dames françaises 1900	1879	9	16
CSCS	Commission de surveillance des crèches subventionnées 1895	1895	7	5
ANAPOF	Alliance nationale pour l'accroissement de la population française 1896	1896	6	5
SIAS	Société des ingénieurs et architectes sanitaires de France 1899	1895	9	5

Assistance et prisons				
CIAss	Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée 1900	1889	113	665
CIPL	Congrès international du patronage des libérés 1900	1878	51	228
CSAP	Conseil supérieur de l'assistance publique 1900	1888	56	174
UFSE	Union française pour le sauvetage de l'enfance 1900	1887	30	122
USPF	Union des sociétés de patronage de France 1900	1894	34	99
SGP	Société générale des prisons 1900	1877	29	99
CCOAT	Comité central des œuvres d'assistance par le travail 1896	1896	26	49
CSP	Conseil supérieur des prisons 1900	1875	18	29
SIEQA	Société internationale pour l'étude des questions d'assistance 1900	1889	30	29
Institutions féminines				
COIF	2 ^e Congrès international des œuvres et institutions féminines 1900	1889	74	503
CUPaix	IX ^e Congrès universel de la paix 1900	1900	38	184
CICDF	Congrès international de la condition et des droits des femmes 1900	1889	30	112
FAI-BF	Fédération abolitionniste internationale, branche française 1902	1897	24	71
ARTB	Association pour la répression de la traite des blanches et la préservation de la jeune fille 1900		14	56
OLSL	Œuvre des libérées de Saint-Lazare 1900	1870	14	40
CIRTB	International Congress on the White Slave Trade 1899	1899	14	38
OCM	Œuvre de la Chaussée du Maine 1900	1871	8	26

CFI	V ^e Congrès féministe international 1896	1896	16	17
PDL	Patronage des détenues, des libérées et des pupilles de l'administration pénitentiaire 1902	1891	6	11
SASFRD	Société pour l'amélioration du sort de la femme et la revendication de ses droits 1900	1900	11	10
CdeV	9 ^e Conférence de Versailles 1899	1891	13	9
CNFF	Conseil national des femmes françaises 1902	1901	14	9
UFFT	Union française des femmes pour la tempérance 1900	1900	3	5
UIAJF	Union internationale des amies de la jeune fille 1900	1877	4	5
MutMat	Mutualité maternelle (La) 1895	1892	3	3
AUFP	Alliance universelle des femmes pour la paix 1900	1896	7	2
UFF	Union fraternelle des femmes 1902	1901	4	0
CIOC-F	Congrès international des œuvres catholiques-femmes 1900	1900	1	0
GFEF	Groupe français d'études féministes 1901	1898	2	0
Œuvres semi-officielles				
SPhil	Société philanthropique 1900	1780	65	491
OCOB	Office central des œuvres de bienfaisance 1900	1890	43	266
SCM	Société de charité maternelle de Paris 1900	1900	44	168
SSBM	Société de secours aux blessés militaires 1900	1864	27	120
SSPTAP	Société des sanatoriums populaires des tuberculeux adultes de Paris 1900	1900	24	65
CBIP	Comité de bienfaisance israélite de Paris 1901		16	41

SdB	Société des berceaux 1900	1886	4	5
OPM	Œuvre des pauvres malades 1900	1617	4	3
AMF	Association des mères de famille 1900	1836	8	3
OStN	Œuvre de Saint-Nicolas 1900	1827	3	1
SPOA	Société de patronage des orphelins agricoles 1900	1868	4	1
OM	Œuvre de la miséricorde 1900	1822	4	1
UMFF	Union mutualiste des femmes de France 1902	1902	2	0
OEPC	Œuvre des écoles professionnelles catholiques 1900		1	0
Institutions catholiques				
CIAE	Congrès international anti-esclavagiste 1900	1900	35	183
SSVP	Société Saint Vincent de Paul 1900	1833	29	153
ASF	Action sociale de la femme 1903	1902	27	112
CIPJO	Congrès international officiel du patronage de la jeunesse ouvrière 1900	1900	23	92
SES	Société d'économie sociale 1900	1856	28	82
CIOC-H	Congrès international des œuvres catholiques-hommes 1900	1900	27	80
OHN	Œuvre de l'Hospitalité de nuit 1901	1878	20	72
CJA	Premier Congrès Jeanne d'Arc 1904	1904	14	54
LPRDF	Ligue populaire pour le repos du dimanche en France 1900	1889	14	37
ACIOPJF	Association catholique internationale des œuvres de protection de la jeune fille 1904	1896	6	14
Sil	Sillon (Le) 1902	1894	9	10
SAAF	Société anti-esclavagiste de France 1900	1888	8	8

LPF	Ligue patriotique des françaises 1904	1902	3	3
ODECL	Œuvre diocésaine des écoles chré- tiennes libres 1900	1870	4	2
Hors réseau				
SVF	Société végétarienne de France 1905	1882	nr	nr

Toutes les institutions comprises dans la base figurent dans cette liste, classées selon des catégories résultant du calcul des sous-réseaux selon la densité des liens – indice de degré : nombre d’individus (dirigeants et membres actifs) pluri-affiliés ; indice d’intermédiarité : centralité d’intermédiarité rapportée à la moyenne pour les institutions.

ANNEXE 2
Personnalités saillantes et affiliations
aux différentes régions du réseau d'ensemble

	Indice d'intermédiation	Nombre total d'affiliations	Assistance et prisons	Économie sociale	Hygiène sociale	Institutions catholiques	Institutions féminines	Œuvres semi-officielles	Sociétés savantes
Hommes									
Cheysson, Émile	8966	38	5	14	6	4		1	8
Picot, Georges	7110	32	3	9	4	6	2	3	5
Bourgeois, Leon	2917	19	2	9	2		3		3
Roussel, Dr Théophile	2616	20	7	2	7	1	1		2
Levasseur, Émile	1975	20		4	6				10
Brouardel, Dr Paul	1856	15	1	2	8			1	3
Siegfried, Jules	1790	19		13	4		1		1
Monod, Henri	1775	20	5	4	9				2
Fontaine, Arthur	1693	17		9	4				4
Guyot, Yves	1512	11		2	1		3		5
Leroy-Beaulieu, Anatole	1432	10		2		4	1		3

Paulet, Georges	1190	17		13	2					2
Ferdinand-Dreyfus, Camille	1175	12	5	2	1		3			1
Gaufrès, Jules	1135	12	4	3	3		2			
Buisson, Ferdinand	1049	12	1	6	2		1			2
Passy, Frédéric	1001	9	1		2		2			4
Strauss, Paul	892	13	2	5	5	1				
Arenberg, prince Auguste d'	891	9	1	2		2			3	1
Béranger, René	860	14	6		2	3	2			1
Raffalovich, Arthur	826	10	1	5	1		1			2
femmes										
Maupeou, Mme la comtesse de (Caroline Koechlin)	1329	4			1		1		2	

Siegfried, Mme Jules (Julie Puaux)	932	9	1		1			7	
Legrain, Mme Maurice	531	6			2			4	
Jousselin, Mme Joseph	519	2						1	1
Oster, Mme Charles (Claire)	518	8	3					5	
Vincent, Mme Eliska	499	9						9	
Edwards- Pilliet, Mme Blanche	460	4			1			3	
Déglin, Mme Henri	345	4	1				2	1	
André, Mme Edouard (Cornélie Jacquemart)	318	3			1				2
Gaboriau, Mme Helina A.	275	3			1			2	

La Chevrelière, Mme la baronne Aymé de	275	2								2	
Buloz, Mme	269	2			1				1		
Bonnevial, Mlle Marie	268	5		1						4	
Martin, Mme Maria	257	5								5	
Abbadie d'Arrast, Mme Charles (Marie) d'	254	5				2				3	
Mallet, Mme Henri (Gabrielle André)	254	5					2			3	
Bully, Mme la baronne de	253	2								2	
Saffroy, Mlle	253	2									2
Monod, Mlle Sarah	237	7								7	
Lannelongue, Mme Odilon (Marie Cibiel)	213	2				1					1

Vingt premiers hommes et vingt premières femmes selon la centralité d'intermédiation calculée sur l'ensemble des pluri-affiliés (deux classements distincts) – indice rapporté à l'indice moyen pour chacun des genres ; institutions classées en sept sous-réseaux selon la densité des liens (voir annexe 1).

ANNEXE 3
Le lignage Siegfried

- Jean-Jacques Siegfried (1795-1866) – – Louisa Blech (1810-1885)
Louisa Siegfried (1836 Mulhouse-1921) –1851 Mulhouse–
 Émile Grosjean (1817 Mulhouse-1864 Rippoldsau, Bade
 Wurtemberg)
 Émilie Grosjean (1862 Niedermorschwihr 68-1941) – –
 Roger Merlin
 Madeleine Grosjean (1864 Niedermorschwihr 68-1868)
Jules Siegfried (1837 Mulhouse-1922 Le Havre) –1869 Alès –
Julie Puaux (1848 Luneray 76-1922 Paris)
Jules Siegfried fils (1870-1943) –1894 Paris– **Lucie
 Decoppet** (1873-1944)
 Marie-Louise (1871-1876)
André Siegfried (1875-1959) –1907 Paris– Marguerite
 Suzanne Paule Laroche (1884-1964)
 Samuel (1880-1880)
 Robert Siegfried (1883-1923)
 Ernest Siegfried (1887-1918)
 Pierre Siegfried (1895 Le Havre-1959 Épinal) – – Violette
 Merlin
Jacques Siegfried (1840 Mulhouse-1909 Langeais 37) –1872
 Montpellier– **Juliette Thérèse Nègre** (1852-1940)
 Florence Siegfried (1873 Montpellier-1959 Paris) –1895
 Langeais 37– comte Robert de Lesterps-Beauvais (1864
 Paris-1938 Neuilly-sur-Seine)
 Georges Siegfried (1875 Paris-1940 Paris) –1907 Sartrouville
 78– Marie-Louise Sonnette
 Agnès Siegfried (1877-1973)
 Marie Siegfried (1841-1930) –1871 Mulhouse– Manfred Camperio
 (1826 Milan-1899 Naples)
 Filippo Camperio – – Eleonora Terry
 Sita Camperio – – Alberto Meyer

Ernest Siegfried (1843 Mulhouse-1927 Paris) –1870 Mulhouse–
Émilie Schlumberger (1848-1928)
Hélène Louise Amélie Siegfried (1871-1941) –1893– Olivier
Senn (1864 Le Havre-1959)

Sources : geneanet, ancestry, BNF et diverses – S’agissant de sources de seconde main, la présente synthèse n’est pas à l’abri d’erreurs. – une épouse est rattachée ici au lignage de l’époux, ainsi que sa descendance ; lorsqu’on connaît le prénom d’usage, on ne retient que celui-ci – **en gras** : personne figurant dans la base Reform-Paris.

ANNEXE 4
Le lignage Puaux

François Puaux (1806 Vallon-Pont d'Arc 07-1895 Paris) –1836– Mathilde Léorat (1816 Annonay-1883 Le Havre)

Louise Puaux (1837-1914 Londres) –1864 Mulhouse– **Auguste Decoppet** (1836 Paris-1906 Étretat 76)

Marie Henriette Hélène Decoppet (1867-1902) –1890 Étretat 76 – Louis-Guillaume Mouttet (1857-1902)

Maurice Decoppet (1868-)

Jean Decoppet (1870-)

Lucie Decoppet (1871-1944) –1894 Paris– **Jules Siegfried fils** (1870-1943)

Camille Dina Alice Decoppet (1875-1900) –1898 Paris– Théodore Veyrin (1872-1964)

Hannah Puaux (1841 Montauban-)

Frank Puaux (1844 Luneray 76-1922 Paris) –1874 Le Havre–

Gabrielle Anna Mallet-Genoud (1854 Le Havre-1918 Paris)

Frank Puaux (1874 Montvilliers 73-1930 Saint-Aubin sur Mer 14)

Jeanne Puaux (1875 Le Havre-1951 Meudon) –1900 Paris– Jean Charles Émile Roux (1872-1942)

René Puaux (1878 Montvilliers 73-1937 Paris) –1915 Paris– Elisa Joséphine Aurélie Suzanne Bruneau (1887 Paris-1970 Paris)

Gabriel Puaux (1883 Paris-1970 Kitzbühel, Autriche) –1911 Meudon– Meriem Eigenschenck (1886-1967)

Julie Puaux (1848 Luneray 76-1922 Paris) –1869 Alès– **Jules Siegfried** (1837 Mulhouse-1922 Le Havre)

Adolphe Puaux (1850 Luneray 76-1913 Le Rayol 83) –1875 Paris– **Anna Wiesgerber** (1853 Paris-1925 Paris)

Maurice Puaux (1875-)

Ivan Auguste François Puaux (1876-) –1920– Irma Jeanne Funnfrock (1881-1958)

Marie Puaux (1882-)

Sources et notes : voir annexe 3.